

N° DP 25/581

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PARCELLES SISES A LA GARDE ET AU PRADET EN VUE DE L'AMENAGEMENT DU CARREFOUR DU PONT DE LA CLUE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°24/271 du Bureau Métropolitain du 06 mai 2024 portant sur l'aménagement du carrefour du Pont de la Clue situé sur les communes de LA GARDE et du PRADET,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle sise à LA GARDE (83130) lieudit l'Île, cadastrée section AT numéro 905 d'une superficie de 1 058m<sup>2</sup>, et de la parcelle sise au PRADET (83220) 1450, avenue Général Brosset, cadastrée section AI numéro 1 d'une superficie de 624 m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que suivant la délibération du Bureau Métropolitain n° 24/271 du 06 mai 2024, il a été signé une convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var, relative à l'aménagement du carrefour du Pont de la Clue sur les Communes de LA GARDE et du PRADET,

**CONSIDERANT** que la société RAZEL-BEC, mandatée par le Département du Var pour la réalisation de travaux sur le carrefour à feux du Pont de la Clue, a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin d'être autorisée à occuper les parcelles ci-dessus visées en vue d'y établir une base de vie et d'y stocker du matériel,

**CONSIDERANT** que l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous, la convention est consentie à titre gratuit, conformément à l'article L 2125-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition relative à deux espaces, l'un situé à LA GARDE (83130) lieudit L'Île, cadastré section AT numéro 905 d'une superficie totale de 1 058 m<sup>2</sup> pour une emprise de 558 m<sup>2</sup> uniquement, l'autre situé au PRADET (83220) 1450, avenue Général Brosset, cadastré section AI numéro 1 pour une superficie de 624 m<sup>2</sup>, consentie à titre gratuit à la Société RAZEL-BEC à compter du 16 mai 2025 pour se terminer le 23 janvier 2026, non reconductible expressément.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

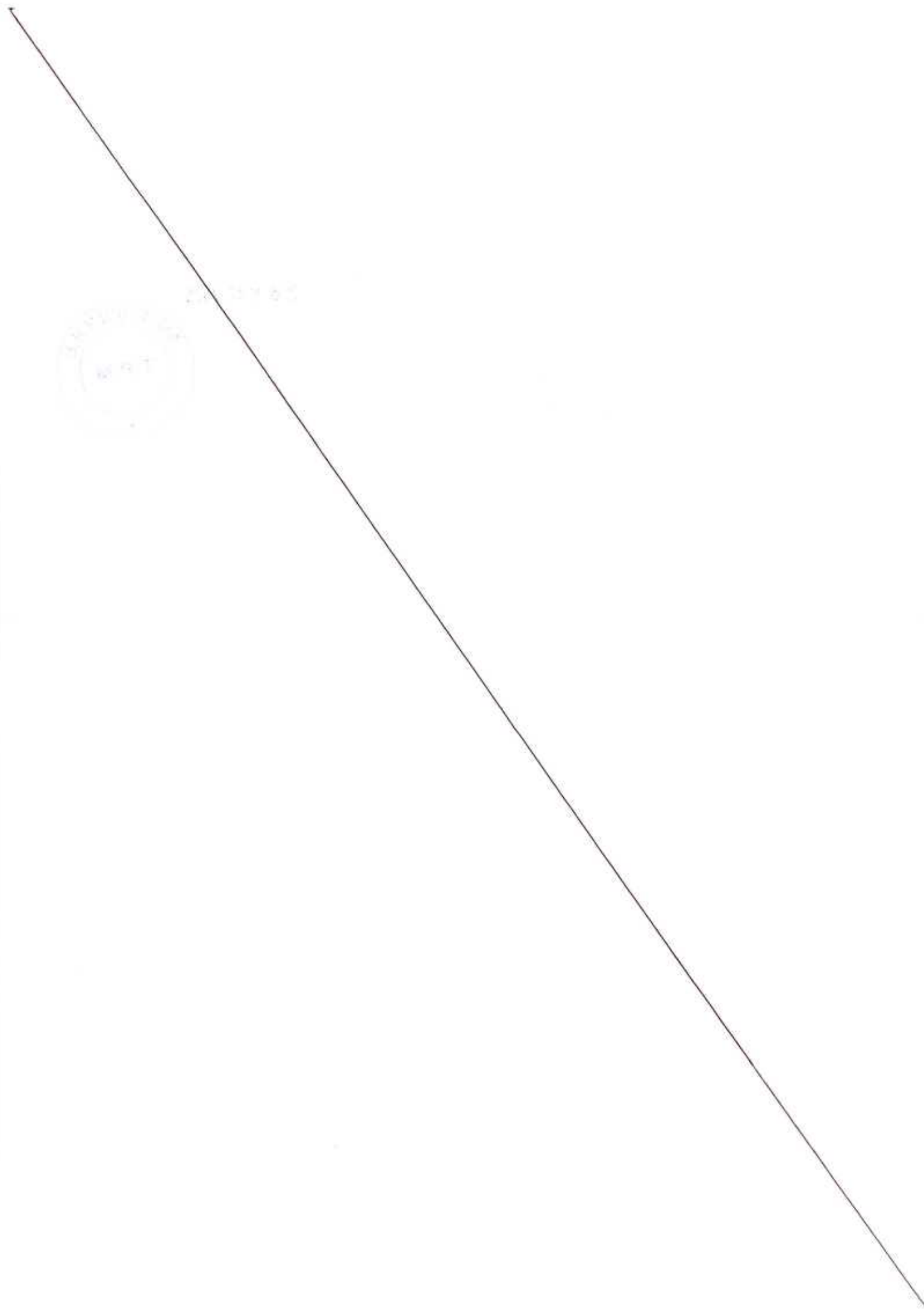
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





200703

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU  
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN  
VOIRIE CONSENTIE A  
LA SAS RAZEL-BEC  
SUR LES COMMUNES DE  
LA GARDE ET DU PRADET**

**Entre**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

**D'une part**

**ET**

La SAS RAZEL-BEC, domiciliée à ORSAY (91400), 3 rue René Razel Christ de Saclay, et immatriculée sous le numéro SIRET 562 136 036 00216, représentée par Monsieur Laurent FAYAT, Président, dument habilité à signer les présentes,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

**D'autre part**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle sise à LA GARDE lieudit L'Ile cadastrée section AT numéro 905 d'une superficie de 1058 m<sup>2</sup>, et de la parcelle sise au PRADET 1450 avenue Général Brosset cadastrée section AI numéro 1 d'une superficie de 624 m<sup>2</sup>.

La société RAZEL-BEC, mandatée par le Département du Var pour la réalisation de travaux sur le carrefour à feux du Pont de la Clue, a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin d'être autorisée à occuper les parcelles ci-dessus visées en vue d'y établir une base de vie et d'y stocker du matériel.

Suivant délibération du bureau métropolitain n°24/271 du 06 mai 2024, il a été régularisé une convention entre la Métropole Toulon Méditerranée et le Département du Var, relative à l'aménagement du carrefour du Pont de la Clue sur les Communes de La Garde et du Pradet.

Par conséquent, la Métropole Toulon Méditerranée accepte d'octroyer à la société RAZEL-BEC une convention de mise à disposition à titre gratuit dans les conditions fixées ci-après.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 – Objet de la convention :**

L'Occupant est autorisé à occuper le domaine public métropolitain, consistant en deux espaces :

- l'un situé à **LA GARDE** lieudit L'Ile cadastré section AT numéro 905 uniquement pour une superficie de 558m<sup>2</sup>, afin d'y stocker provisoirement du matériel (hors engin de chantier) et des matériaux issus des déblais du chantier,
- et l'autre au **PRADET** 1450 avenue Général Brosset cadastré section AI numéro 1 d'une superficie de 624 m<sup>2</sup> en vue d'y installer du cantonnement de chantier,

Le tout conformément au plan figurant en annexe.

L'occupant ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

#### **Article 2 – Durée de la convention :**

La convention de mise à disposition prend effet à compter **du 16 mai 2025, pour se terminer le 23 janvier 2026**, non reconductible expressément.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de



réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée –  
107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

### **Article 3 – Conditions financières :**

Considérant que l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous, la présente convention est consentie à titre gratuit, conformément à l'article L.2125-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

### **Article 4 – Conditions d'occupation :**

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme, de l'environnement, etc.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations et notamment électriques,
- aux lois relatives à l'hygiène, aux établissements recevant du public et à la sécurité du travail et des installations.
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des lieux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

**L'Occupant veillera à laisser le libre accès en tout temps à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi qu'à tout délégataire, sur la parcelle sise au PRADET, 1450 avenue Général Brosset afin d'accéder aux regards du réseau d'eaux usées existant, ainsi qu'aux équipements liés audit réseau et autres s'ils en existent.**

**Un plan d'installation de chantier indiquant les différents raccords demeurera annexé.**

#### **Article 5 – Etat des lieux :**

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal de constat des lieux par un huissier de justice à la charge exclusive de l'Occupant, ce qu'il accepte expressément.

Après toute modification des lieux intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux complémentaire sera établi.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat des lieux sera dressé par huissier de justice à la charge exclusive de l'Occupant. La comparaison de l'état des lieux initial, complémentaire et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront éventuellement à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de l'utilisation normale des lieux.

#### **Article 6 – Travaux :**

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autre que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La Métropole autorise l'Occupant à déposer les portails existants sur les parcelles mises à sa disposition, à la condition expresse qu'il procède à leur réinstallation à l'issue de l'occupation, à ses frais et sous sa responsabilité.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

#### **Article 7 – Responsabilité de l'Occupant :**

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.



## **Article 8 – Assurances :**

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part de l'occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **8-1 : Polices d'assurances :**

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

### **8-2 : Sinistre :**

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

### **8-3 : Indemnisation :**

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

### **Article 9 – Résiliation de la convention :**

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et l'Occupant, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

### **Article 10 – Élection de domicile :**

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

### **Article 11 - Informatique et Libertés :**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

**Article 12 – Annexes :**

- plan des parcelles,
- plan d'installation de chantier

Fait à Toulon, le

Le Président de la  
SAS RAZEL-BEC

Laurent FAYAT

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

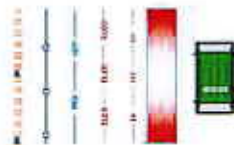
Jean-Pierre GIRAN





# Légende :

- Cheminement piétons
- Barrières type "Heras"
- Raccordement AEP
- Raccordement EDF
- Raccordement EU
- Aire de stockage
- Bennes ( bois et plastiques )



<p>LE DÉPARTEMENT</p>		<p>Exercice Raccordement du Voir</p> <p>Direction Infrastructures et Mobilités</p> <p>Département - Travaux Essais-Capex</p>															
<p><b>RD559 La Garde - Le Pradet</b></p> <p>Aménagement du carrefour du Pont de la Clue</p>																	
<p>TPF Ingénierie</p> <p>Pôle Infrastructures</p> <p>Pôle d'excellence JEAN LOUIS</p> <p>14 rue de la</p> <p>83000 FREJUS, FRANCE</p> <p>T : 04 94 19 32 01 - F : 04 94 19 32 00</p>																	
<p><b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b></p>																	
24/07/2023	A	Quartier d'été	OT 50h	RC	RC												
<table border="1"> <tr> <td>EXE</td> <td>EXE</td> <td>PIC</td> <td>PIC</td> <td>RC</td> <td>RC</td> </tr> <tr> <td colspan="6"> <p>RAZEL-BEC</p> </td> </tr> </table>						EXE	EXE	PIC	PIC	RC	RC	<p>RAZEL-BEC</p>					
EXE	EXE	PIC	PIC	RC	RC												
<p>RAZEL-BEC</p>																	

